

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. W. G. MITCHELL

TRESORIER DE LA PROVINCE

▲

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

27 JANVIER, 1921



1921

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

HON. W. G. MITCHELL

TRESORIER DE LA PROVINCE

A

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

27 JANVIER, 1921



1921

Discours sur le Budget

M. L'ORATEUR:

Avant de soumettre à la Chambre les résultats de la période fiscale terminée le 30 juin 1920—résultats que je puis dire satisfaisants puisqu'ils démontrent que non-seulement les finances de la province sont en bon état, mais que cette province elle-même mérite bien les éloges qui lui sont décernés par la presse du pays tout entier, quand elle parle de la province de Québec à la condition économique si sûre, si saine et si ferme—je crois qu'il convient d'étudier un peu quelques-unes des conditions économiques existant dans le monde et dans notre propre pays.

Actuellement, notre pays, comme tant d'autres, traverse une période de rétablissement. L'ère de la hausse des prix et des cours surfaits, qui est la conséquence ordinaire des grandes guerres, prend fin graduellement. Les prix sont tombés de 15%, et selon l'avis de nos principaux banquiers et financiers, ils n'ont pas atteint le plus bas degré de l'échelle.

Il n'y a rien en cela d'inattendu ou d'anormal; c'est un effet de la loi naturelle du rendement et de la demande, comme des conditions économiques en général. On ne saurait y arriver au moyen d'une législation ou d'une fixation des prix. La hausse des prix tient à la règle de la production et de la demande. Et c'est aussi la même règle qui déterminera la baisse. Trop souvent les gens attribuent la rareté du produit à l'égoïsme accapareur, oubliant qu'il est de l'homme de toujours chercher à obtenir les plus hauts prix lorsqu'il vend, et à payer les plus bas lorsqu'il achète. Depuis quelque temps, on a restreint les achats dans une grande mesure.

Les banques ont tiré les cordons de leurs bourses et limité leurs crédits. Les négociants qui disposaient de fonds de commerce considérables se sont vus forcés de vendre à perte en bien des cas, pour faire face au nouvel état de choses. Ce sont là les résultats naturels des conditions économiques. Et tout cela signifie que les conditions économiques anormales évoluent graduellement vers la normale et reprennent leur assiette naturelle.

Un autre facteur qui est entré en fonction, c'est la concurrence étrangère dans le commerce. Pendant ces quelques dernières années elle a été très faible, grâce à la guerre, mais aujourd'hui que celle-ci est finie, le fabricant étranger a remis son personnel et ses machines, qui travaillaient au matériel de guerre, à la production des choses du commerce; il envahit nos marchés et lutte vivement contre nos propres fabricants.

La situation qui nous est faite est certainement sérieuse, et le seul moyen pour nous de lutter avec succès dans cette guerre industrielle se trouve dans une sage coopération du capitaliste et du travailleur; un plus grand perfectionnement de notre main d'œuvre; une plus grande production agricole; un développement plus général de nos ressources naturelles, et l'observance d'une plus judicieuse économie.

J'ai toujours prétendu que la coopération était chose essentielle à la prospérité de notre pays, mais jamais autant qu'aujourd'hui. C'est par la coopération que l'on a pu avoir raison de l'ennemi allemand. Et cette coopération est tout aussi nécessaire dans la lutte commerciale qui s'engage, si l'on veut affronter et vaincre les difficultés auxquelles nous avons à faire face.

Rien ne sert toutefois de nous faire pessimistes. Au lieu de réchauffer de nos regrets les choses mortes du passé, allons voir plutôt au développement de nos ressources naturelles; à l'augmentation du rendement de nos terres, à l'amélioration de nos méthodes. Nous possédons des ressources naturelles d'une valeur incalculable, dont la surface n'a été encore qu'à peine effleurée. Nous avons de la terre à culture d'une grande richesse, d'une immense étendue, attendant la main du colon et du laboureur. Ce qu'il nous faut, ce sont des bras vigoureux, des cœurs généreux qui entreprendront de développer ces terres. Depuis quelques années, la tendance chez nos jeunes gens a été de désertir les districts agricoles pour les cités et les villes. C'est le temps de renverser ce mouvement. Que les jeunes gens quittent les villes déjà trop encombrées et s'en aillent à la campagne prêter leur aide à l'industrie primordiale de l'agriculture. Les pays d'Europe que la guerre a dévastés sont incapables de suffire à leurs propres besoins, et l'équilibre de l'approvisionnement dans le monde entier n'est pas encore rétabli. La demande de victuailles est grande, et avec une plus grande production agricole notre province et notre pays se trouveront en bon état de répondre au changement de conditions.

Voici que nous entrons dans une ère nouvelle, ayant à faire face à des conditions toutes nouvelles. Le succès de notre avenir dépend de notre habileté à maintenir notre unité d'opérations et à coopérer les uns avec les autres. Je ne doute pas du résultat. J'ai assez de confiance en mon pays et sa population pour être certain qu'aucun effort ne sera épargné, afin de vaincre les difficultés qui se présentent devant nous, et que nous sortirons triomphants de la mêlée économique qui s'engage actuellement.

Avec votre permission, monsieur l'Orateur, je vais maintenant vous soumettre en détail les opérations financières du dernier exercice; je suis sûr que non-seulement vous les trouverez satisfaisantes, mais qu'elles stimuleront un plus grand effort, tant de cette Chambre que de la population de la province, dans la conviction que nous commençons la lutte sur un aussi bon pied que tout autre pays du monde.

ANNEE FISCALE 1919-1920

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1920, étaient:—

Revenu ordinaire.....	\$ 10,449,393 34
Dépenses ordinaire.....	10,399,345 69
Surplus en prévision.....	\$ 50,047 65

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit:—

Revenu ordinaire.....	\$ 14,472,650 87
Dépense ordinaire.....	13,520,740 37
Surplus.....	\$ 951,910 50

Le revenu ordinaire a excédé les prévisions de \$4,023,257.53, et la prévision des dépenses ordinaires a été dépassée de \$3,121,394.68.

Les recettes et les dépenses ont été les plus considérables que l'on trouve dans l'histoire de la province.

(Voir état No. 1).

COMPARAISON DU REVENU ORDINAIRE AVEC LES PREVISIONS 1919-1920

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions:—

Terres et Forêts.....	\$ 647,587 02
Mines, Pêche et Chasse.....	181,852 14
Fonds des bâtisses et des jurés.....	77,748 30
Licences.....	1,254,079 42
Taxes sur corporations commerciales, etc.....	281,759 12
Droits sur les successions.....	486,930 71
Loi des véhicules moteurs.....	480,725 77
Revenu casuel.....	249,873 82
Et il y a eu d'autres services dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de.....	129,101 50

(Voir état No. 2).

COMPARAISON AVEC LES PREVISIONS

Dépenses ordinaires, 1919-1920

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes:—

Dette publique.....	\$ 85,288 45
Législation.....	134,950 01
Gouvernement civil.....	93,322 42
Administration de la justice.....	162,470 20
Juges de la Cour des Sessions de la Paix, etc.....	4,636 79
Inspection des bureaux publics.....	2,000 00
Instruction publique.....	53,495 87
Asiles d'aliénés.....	118,321 02
Ecoles de réforme et d'industrie.....	26,500 00
Mines, Pêche et Chasse: Service de l'enregistrement (cadastre).....	11,146 28
Colonisation.....	250,000 00
Hygiène.....	56,194 40
Travaux publics (Ordinaires).....	202,883 48
Travail.....	4,252 20
Agriculture.....	330,900 00
Voirie.....	860,866 59
Terres et Forêts.....	198,000 00
Dépenses sur le revenu.....	214,665 16
Services divers.....	311,501 81

La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de..... 3,121,394 68

(Voir état No. 3).

OPERATIONS DE CAISSE EN 1919-1920

Le 1er juillet 1919, il y avait dans diverses banques la somme de.	\$ 879,233 34
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à.....	927,106 87
	<u>\$ 47,873 53</u>

Les recettes du 1er juillet 1919 au 30 juin 1920 ont été:—

Revenu ordinaire.....	\$ 14,472,650 87
Dépôts en fidéicommiss.....	445,983 47
Endiguement de la rivière St-François.....	27 00
Emprunt du Dominion re Logements ouvriers..	85,000 00
Emprunts temporaires.....	5,000,000 00
Emprunt en vertu de 10 Geo. V, ch. 3.....	6,524,700 00
Emprunt en vertu de 6 Geo. V, ch. 2 (Dében- tures des chemins à barrières de la rive nord)	1,500 00
	<u>\$ 26,529,861 34</u>

Paiements du 1er juillet 1919 au 30 juin 1920:

Dépenses ordinaires.....	\$ 13,520,740 37
Dépôts en fidéicommiss.....	408,904 56
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750 00
Loi des bons chemins, 1912.....	3,413,108 77
Endiguement des eaux de la ri- vière St-Maurice.....	93,314 25
Endiguement des eaux de la ri- vière St-François.....	145,000 00
Endiguement des eaux des ri- vières Ste-Anne et Savanne.	11,578 20
Sanatorium de Ste-Agathe des Monts.....	128,932 01
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal.	466,329 68
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan.....	27,766 44
Prêts aux municipalités re loge- ments ouvriers.....	85,000 00
Remboursement d'un emprunt temporaire.....	1,000,000 00
Rachat de la dette publique: Remboursement de l'emprunt en vertu de 5 Geo. V, ch. 2.	6,000,000 00
Chemins à barrières de la rive nord, Echange de débentu- res.....	1,500 00
	<u>25,302,924 28</u>

Excédent de recettes.....\$ 1,226,937 06

Balance.....\$ 1,179,063 53

Savoir:—Le 30 juin 1920, il y avait en dépôts

dans diverses banques.....\$ 1,783,842 24

Sur quoi il y avait à payer des mandats en cours

au montant de.....604,778 71

\$ 1,179,063 53

**COMPARAISON DES RECETTES ORDINAIRES DE 1919-1920
AVEC CELLES DE 1918-1919.**

Le total des recettes ordinaires pour 1919-1920 a été de	\$ 14,472,650 87
Le total des recettes ordinaires pour 1918-1919 a été de	12,666,352 03
Augmentation dans la recette de 1919-1920 de	\$ 1,806,298 84
Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1918-1919, viz:	
Puissance du Canada	93 36
Terres et Forêts	523,446 00
Mines, Pêche et Chasse	160,454 51
Administration de la justice	15,284 12
Timbres d'enregistrement	89,029 91
Licences	197,974 75
Taxes sur corporations commerciales, etc.	52,128 62
Droits sur les successions	327,915 69
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	71,239 58
Loi des véhicules-moteurs	282,669 83
Loi des distributeurs automatiques	1,091 10
Inspection des hôtels et maisons de pensions—Honoraires	904 00
Percentage sur honoraires d'officiers publics	17,494 00
Législation	9,061 11
Ecoles de réforme et d'industrie	27,987 19
Revenu casuel	121,369 96
Loi des assurances, revenu	15,316 65
Travaux et édifices publics—Loyers	3,430 60
Intérêt sur dépôts et placements	5,795 03
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins....	59,819 00
Prime, escompte et change	111,093 92
Contributions municipales en vertu de 7 George V, ch. 10, No 2.	2,489 58
Contributions des municipalités re dépenses de la commission technique et directeur du logement	1,500 00
	\$ 2,097,588 51
Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1918-1919, viz:—	
Loi des ingénieurs stationnaires—Honoraires...\$	1,177 75
Taxes en vertu de 3 Geo. V, ch. 38	3,465 64
Loi des détectives privés—Revenu	160 00
Entretien des aliénés	242,831 72
Gazette officielle de Québec	5,201 29
Service civil, contributions au fonds de pension.	944 57
Loi des compagnies de fidéicommiss—Revenu..	1,838 63
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., ch. 2, sec. 5	794 64
Contributions des fabriques de beurre et de fro- mage en vertu de 5 Geo. V, ch. 31	9,772 27
Contributions des municipalités en vertu de 8 Geo. V, ch. 11, s. 13	1,000 00
Remboursement des subventions aux chemins de fer—Taxe	20,457 82
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, sec. 20	3,645 34
	291,289 67
Augmentation nette en 1919-1920	\$ 1,806,298 84

COMPARAISON DES DEPENSES ORDINAIRES DE 1919-1920 AVEC CELLES DE 1918-1919

Total des dépenses ordinaires en 1919-1920.....	\$ 13,520,740 37
Total des dépenses ordinaires en 1918-1919.....	12,272,675 31
Augmentation sur les dépenses ordinaires de 1919-1920	\$ 1,248,065 06

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celle de 1918-1919, viz:—

Législation.....	\$ 42,506 51
Gouvernement civil.....	83,165 56
Administration de la justice.....	99,630 51
Instruction publique.....	77,592 07
Hygiène.....	48,011 92
Travaux publics (ordinaires).....	29,041 75
Travail.....	10,221 92
Agriculture.....	222,600 00
Voirie.....	554,027 66
Terres et forêts.....	147,950 00
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration.....	173,131 93
Institutions de bienfaisance.....	800 00
Asiles d'aliénés.....	3,661 71
	\$ 1,492,341 54

Les dépenses pour les services suivants ont été
moins élevées qu'en 1918-1919, viz:—

Dette publique.....	\$ 2,222 78
Ecoles de réforme et d'industrie.....	17,165 37
Charges sur le revenu.....	95,465 87
Services divers.....	129,422 46
	244,276 48

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1919-1920 sur celles de 1918-1919	\$ 1,248,065 06
--	-----------------

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terre converties en argent, autorisées par les lois de la législature, mais non gagnées au 30 juin 1920, était de \$534,883.38.

PASSIF DIRECT ET ACTIF DISPONIBLE DE LA PROVINCE DE QUEBEC AU 30 JUIN 1920

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion..	\$ 38,964,586 72	
Augmentation du capital par la conversion.....	1,743,526 83	
		\$ 40,708,113 55
Emprunt temporaire.....		5,000,000 00
Puissance du Canada—Balance de compte au 31 décembre 1902		1,473,609 63
Puissance du Canada—Prix d'une propriété achetée pour le che- min de fer Q. M. O. & O.....		25,000 00
Emprunts de la puissance du Canada re logements ouvriers....		85,000 00
Dépôts en fidéicommiss.....		778,661 33
Mandats non payés.....		604,778 71
Obligations du palais de justice de Québec.....		21,600 00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke.....		60,000 00
		<u>\$ 48,756,763 22</u>

Actif

Fonds d'amortissement:—		
Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. vix:—		
Déposé dans les banques.....	\$ 237,751 65	
Placement en obligations du pa- lais de justice de Québec...	21,600 00	
Placement en débtentures de la province de Québec.....	80,000 00	
Placement en bons de la Victoire du Canada, (1937).....	421,028 35	
	<u>\$ 760,380 00</u>	
Placement en actions inscrites 3% de la province de Qué- bec.....	785,023 44	
Placement en actions enregis- trées 4½% de la province de Québec.....	489,715 59	
Placement en débtentures 4% de la province de Québec.....	11,248 42	
Placement en débtentures 4½% de la province de Québec..	96,827 15	
Placement en débtentures 5% de la province de Québec.....	23,567 65	
Placement en bons de guerre du Canada.....	9,600 00	
	<u>\$ 2,176,362 25</u>	
A reporter.....	\$ 2,176,362 25	\$ 48,756,763 22

Reporté.....	\$ 2,176,362 25	\$48,756,763 22
Puissance du Canada : part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,173,006 03	
Argent en banques.....	1,783,842 24	
Coût de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, Mont- réal, à rembourser par la vente de propriété.....	5,000 00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437 29	
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice.....	2,539,532 33	
Endiguement des eaux de la rivière St-François.....	592,812 82	
Endiguement des eaux des rivières Ste-Anne et Savanne.....	61,578 20	
Sanatorium à Ste-Agathe des Monts, agrandis- sement, avances autorisées par la loi 9 Geo. V, ch. 4.....	128,932 01	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 Geo. V, ch. 4.....	466,329 68	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par la loi 10 Geo. V, ch. 5.....	27,766 44	
Prêts aux municipalités re logements ouvriers..	85,000 00	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Ed. VII, ch. 36.....	3,619,147 84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1, Geo. V, ch. 8	85,611 25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 Geo. V, ch. 6	38,798 35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Vic., ch. 26 et 48. Vic., ch. 16.....	21,600 00	
Taxe du palais de justice de Sher- brooke, en vertu de 2. Ed. VII, ch. 6.....	18,224 15	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicom- mis.....	41,775 85	
	60,000 00	
		\$ 12,972,756 73
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920.....		\$ 35,784,006 49

DETTE CONSOLIDÉE

Le 30 juin 1919, la dette consolidée en cours était.....\$ 39,706,613 55
 Le 30 juin 1920, la dette consolidée en cours était.....\$ 40,708,113 55

Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1919-20 \$1,001,500 00

Justifiée comme suit:—

Réduction:—

Obligations de l'emprunt du 1er avril 1915 en
 vertu de 5 Geo. V, ch. 2, rachetées.....\$ 6,000,000 00

Augmentation:—

Emprunt en vertu de 6 Geo. V,
 ch. 2.....1,500 00

Emprunt en vertu de 10 Geo. V,
 ch. 3.....7,000,000 00

7,001,500 00

\$ 1,001,500 00

La dette consolidée au 30 juin 1920, consistant en obligations et
 en actions courantes de divers emprunts de la province était\$ 40,708,113 55
 Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à.....2,176,362 25

Soit une balance nette de dette consolidée de.....\$ 38,531,751 30

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1920 accuse une augmentation de \$815,464.33 sur la balance de la dette consolidée au 30 juin 1919.

Cette augmentation s'explique par le rachat de \$6,000,000.00 de bons de l'emprunt du 1er avril, 1915, en vertu de 5 Geo. V, ch. 2 et \$186,035.67 placés au compte du fonds d'amortissement: moins \$1,500.00 de débetures émises en vertu de 6 Geo. V, ch. 2, et \$7,000,000.00 de débetures émises en vertu de 10 Geo. V, ch. 3.

Comme vous le verrez, il y a eu une augmentation de \$815,464.33 dans la dette nette consolidée, mais ce n'est pas une augmentation bien considérable si l'on observe que pour la voirie seulement il a été dépensé \$3,413,108.77 l'année dernière. Le montant total de la dette nette consolidée est de \$38,531,751.30. L'on ne peut pas dire que c'est excessif, si l'on considère que de 1912 au 30 juin dernier il a été dépensé \$25,153,108, pour les chemins. Au prix de cette dépense nous avons aujourd'hui environ 3,400 milles de chemins en macadam amélioré, bétonnés et gravelés dans toute l'étendue de la province, ce qui a le bon effet de diminuer le coût de la livraison des produits agricoles au consommateur urbain, de faciliter la circulation dans le pays tout entier, sans parler de l'invite aux touristes de venir ici dépenser leur argent.

Une autre dépense au compte du capital, qui a augmenté la dette, est celle pour le développement de nos forces hydrauliques. Ici encore nous voyons les résultats avantageux de cette politique. La réserve énorme de forces hydrauliques à bon marché, qui ont été ainsi développées, constitue l'un des facteurs les plus importants qui attireront dans cette province plusieurs grandes industries des Etats-Unis et procureront du travail à la population.

C'est ce que nous avons vu aux Trois-Rivières, de simple village rural qu'elle était devenir une florissante cité. Nous avons vu surgir comme par enchantement des villes prospères telles que La Tuque, Grand'Mère, Shawinigan Falls, et tant d'autres dans la province que nous ne voudrions toutes énumérer.

Malgré ces grandes dépenses, la dette per capita n'a augmenté que de \$14.86 au 30 juin 1905 à \$15.49, au 30 juin 1920, soit 4 cents par année.

On verra donc, à ce qui précède, que si des dépenses considérables n'avaient pas été faites pour les chemins seulement, sans parler de l'éducation et des autres grands services publics, la dette consolidée de la province se réduirait à rien, et personne ne peut critiquer les dépenses que nous avons faites pour ces grands services publics.

C'est bien l'intention du gouvernement de continuer à dépenser économiquement et sagement pour les grands services publics de l'éducation, de la voirie, de l'agriculture et de la colonisation.

La question de l'éducation en est devenue une de la plus grande importance dans cette province, et au cours de la présente session un projet de loi vous sera soumis pour autoriser, entre autres, le paiement de \$1,000,000.00 à chacune des universités Laval et McGill et conférer au gouvernement le pouvoir d'emprunter \$3,000,000.00 pour l'éducation élémentaire, modèle et d'autres degrés ainsi que pour venir en aide aux nécessiteux et aux malades, surtout dans les hôpitaux de tuberculeux, et pour l'assistance publique en général.

Tout cela entrainera une dépense considérable. Mais je crois que tout cela constitue une dépense nécessaire, sage et judicieuse, pourvu qu'elle soit faite avec discrétion. Pour y subvenir, il faut trouver de l'argent. Or, il n'y a que deux manières de prélever les capitaux, emprunter, taxer et émettre des licences.

Le gouvernement s'est efforcé, dans le passé, de se procurer autant d'argent qu'il a pu au moyen de la taxe, pour n'avoir à emprunter que le moins possible, et je crois pouvoir dire que nulle province, aussi grande et aussi importante que la nôtre, a emprunté aussi peu et a su augmenter si bien son revenu, à l'aide de modes et de moyens justes et équitables de créer des recettes sans accabler le contribuable. On s'est toujours efforcé de faire contribuer davantage ceux qui étaient le plus en moyens de supporter l'impôt, et le gouvernement, de temps à autre, depuis quelques années, a notablement augmenté son revenu tiré des ressources forestières, du développement des forces hydrauliques, des licences d'automobiles et d'autres lois de licences, de manière à faire payer la plus grande partie du revenu de la province à ceux qui jouissaient de privilèges.

Je puis dire que le gouvernement entend bien poursuivre la politique ainsi inaugurée, afin que la province garde la place élevée qu'elle occupe, maintienne ses dépenses dans la limite de ses revenus et continue d'accuser des surplus à la fin de chaque exercice financier. Et tout cela est nécessaire, essentiel même si nous voulons conserver le rang que nous avons pris parmi les provinces de la confédération, si nous voulons poursuivre notre marche dans la voie du progrès, du développement et de la prospérité.

DETTE NON CONSOLIDÉE

Au 30 juin 1920, la dette non consolidée consistait en:—

Emprunts temporaires.....	\$ 5,000,000 00
Dépôts en fidéicommiss.....	778,661 33
Mandats non payés.....	604,778 71
Puissance du Canada—Balance de compte au 31 déc. 1902.....	1,473,609 63
Puissance du Canada—Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.....	25,000 00
Emprunts de la Puissance du Canada re logements ouvriers....	85,000 00
Obligations du palais de justice de Québec.....	21,600 00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke.....	60,000 00
	<hr/>
	\$ 8,048,649 67

Par contre il y avait à la même date:—

Argent en banques.....	\$ 1,783,842 24
Coût de l'Ecole Normale Jacques Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété.....	5,000 00
Prêts à diverses personnes.....	107,437 29
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice.....	2,539,532 33
Endiguement des eaux de la rivière St-François.....	592,812 82
Endiguement des eaux des rivières Ste-Anne et Savanne.....	61,578 20
Nouvelle prison, district de Montréal, avance..	3,619,147 84
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance.....	85,611 25
Palais de justice et prison du district de Roberval.....	38,798 35
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	1,173,006 03
Sanatorium à Ste-Agathe des Monts, agrandissement, avance.....	128,932 01
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal, avance.....	466,329 68
Pont sur la rivière Batiscan, avance.....	27,766 44
Prêts aux municipalités, re logements ouvriers..	85,000 00
Taxe du palais de justice, Québec.....	21,600 00
Taxe du palais de justice, Sherbrooke.....	60,000 00
	<hr/>
	\$ 10,796,394 48

Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de..\$ 2,747,744 81

L'ANNEE COURANTE

Les recettes provenant du revenu ordinaire pendant les six mois finissant le 31 décembre 1920, sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement dépassées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires pour l'exercice courant, d'après le montant de mandats spéciaux émis depuis le 1er juillet, \$93,271.26, comme l'indique l'état déposé sur la table de la Chambre, et d'après le budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre, des montants requis pour différents services, pour compléter la dépense nécessaire de l'année courante.

Mais l'on compte que cette augmentation des dépenses sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes perçues à venir au 31 décembre dernier.

PREVISIONS POUR L'ANNEE 1921-1922

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit:—

Revenu ordinaire.....	\$ 13,010,743 18
Dépenses ordinaires.....	12,806,787 93
Surplus probable de revenu.....	\$ 203,955 25

EMPRUNTS

Je donnerai maintenant quelques détails des différents emprunts qui ont été faits par le gouvernement durant la dernière année fiscale et l'année courante.

EMPRUNT TEMPORAIRE DU 15 JUIN 1920

En vertu de l'article 807 des Statuts refondus de Québec, 1909, et d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil du 17 juin 1920, nous avons obtenu de la Banque de Montréal un emprunt temporaire de cinq millions de piastres, portant intérêt au taux de 6 pour cent par année. Cet emprunt a été fait pour rembourser temporairement au fonds du revenu consolidé de la province une partie de la dépense encourue partiellement afin de subvenir aux avances faites pour l'endiguement des eaux de la rivière St-Maurice, celui des eaux de la rivière St-François et celui des rivières Ste-Anne et Savanne; pour l'agrandissement du sanatorium de Ste-Agathe des Monts; pour la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal; pour la construction d'un pont sur la rivière Batiscan, ainsi que pour les bons chemins en vertu de la loi des bons chemins, 1912, dépenses auxquelles il faut pourvoir, d'après les lois qui les autorisent, au moyen d'emprunts permanents.

Cet emprunt a été remboursé le 18 octobre 1920 avec le produit d'emprunts à courte échéance, autorisés par la loi 10 George V, chapitre 3.

EMPRUNT DU 1er MARS 1920

En vertu de la loi 10 George V, chapitre 3, des soumissions ont été demandées par l'entremise de la Banque de Montréal, aux principaux comptoirs financiers du Canada et des Etats-Unis, pour \$3,500,000.00 de bons d'or à cinq ans de la province de Québec, datés du 1er mars 1920, portant intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement le premier mars et le premier septembre, principal et intérêt payables en or, à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, New-York, à l'option du porteur. Les bons devant être de la dénomination de \$1,000.00 chacun, avec coupons d'intérêt y annexés.

En réponse à cette demande, des soumissions ont été reçues de deux syndicats. La soumission la plus favorable, celle du syndicat composé de MM. Wood, Gundy & Company, et de la Dominion Securities Corporation, a été acceptée, et le montant de \$3,255,973.66 a été mis par eux au crédit de la province à l'agence de la Banque de Montréal, New-York.

Le prix obtenu pour ces bons en fonds canadiens a été de 104.59, la province étant toutefois obligée de payer le taux courant d'échange réalisant comme susdit.

Des soumissions ont été demandées pour une deuxième émission de \$3,500,000.00 aux mêmes conditions, par l'entremise de la Banque de Montréal.

En réponse à cette demande, trois syndicats ont soumissionné, et la soumission la plus favorable, celle du syndicat composé de MM. Harris, Forbes & Co., constitués en corporation, et de la National City Company, a été acceptée et le montant de \$3,302,366.67 a été mis par eux au crédit de la province de Québec, à l'agence de la Banque de Montréal, New-York.

Le prix obtenu pour cette émission en fonds canadiens a été de 105.13, la province étant toutefois obligée de payer le taux courant d'échange a réalisé comme susdit.

Avec le produit de ces deux emprunts, l'emprunt temporaire de \$6,000,000.00 autorisé par la section 1 de la loi 5 George V, chapitre 2, devenant dû le 1er avril 1920, a été payé, la balance du produit des bons étant affectées à la réduction des avances faites à même le fonds du revenu consolidé. L'intérêt accru \$33,640,33, a été porté au crédit du compte d'intérêt.

EMPRUNT DU 1er JUIN 1920

En vertu de la loi 10 George V, chapitre 3, des débentures pour \$5,000,000.00 ont été émises, datées du 1er juin 1920, portant intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre, \$2,500,000.00 devenant dues le 1er juin 1925, et \$2,500,000.00 devenant dues le 1er juin 1930. Principal et intérêt payables en or à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à Toronto, à l'option du porteur. Des obligations en dénominations de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 ont été émises, dont \$1,000,000.00 ont été vendues à la Montreal City and District Savings Bank, Montréal, à 98.53 avec intérêt accru, et \$4,000,000.00 ont été émises et offertes au public par l'entremise de la Banque de Montréal et plusieurs autres maisons financières, en payant une commission de 1%, ce qui laissait un montant net de 99.00 à la province, et toute cette partie a été vendue à ce taux. Sur toute l'émission de \$5,000,000.00 la province a réalisé \$4,993,692.30.

Le produit de ces emprunts a été affecté au paiement de l'emprunt temporaire du 15 juin 1920. L'intérêt accru, \$48,392.30, a été porté au crédit du compte d'intérêt.

Certains financiers ont critiqué le fait que le gouvernement n'a pas accepté les soumissions qui ont été demandées pour cet emprunt par les agents du fisc de la province de Québec, dans une demande de soumissions en date du 14 avril 1920, laquelle demande de soumissions contenait les conditions suivantes:

“La livraison et le paiement se feront à la Banque de Montréal, Québec, le 15 mai prochain,”

et:

“Aucune soumission pour aucune partie de l'émission ou pour garanties non exactement telles que décrites ou variant dans les conditions de paiement et de livraison, ne sera prise en considération.”

Trois soumissions ont été reçues en réponse à la demande de soumissions telle qu'elle a été faite: l'une, de la Dominion Securities Corporation, Limited et syndicat, une autre, de Hanson Brothers et syndicat, et la troisième de la Banque de Hochelaga.

Les deux premières soumissions mentionnées étaient conformes aux conditions de la demande, mais la soumission de la Banque de Hochelaga contenait des modifications, quant au paiement et à la livraison, contraires aux conditions spécifiques contenues dans la demande de soumissions, comme suit:

“Dans le cas où l'une des offres 1, 2 ou 3 sera acceptée, nous prendrons livraison de et paierons pour \$1,000,000.00, le 15 mai 1920; \$1,500,000.00, le ou avant le 15 juin 1920; \$1,250,000.00, le ou avant le 1er septembre 1920; \$1,250,000.00, le ou avant le 1er octobre 1920.”

“Dans le cas où l'une des offres 4 et 5 sera acceptée, nous prendrons livraison de et paierons pour \$1,000,000.00 le 15 mai 1920, et \$1,500,000.00 le ou avant le 15 juin 1920.”

Comme la soumission de la Banque de Hochelaga était la plus haute, mais non conforme à la demande de soumissions, il a été jugé à propos de n'accepter aucune des soumissions qui avaient été faites, les agents du fisc de la province ayant réservé son droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions, dans les termes suivants:

“La plus haute ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.”

La position prise par la province, c'est que l'on ne pouvait accepter la plus haute soumission parce qu'elle n'était pas conforme à la demande, car cela aurait été manifestement injuste pour les autres soumissionnaires, et la province aurait pu se faire vertement critiquer par toute autorité commerciale et financière; ce qui aurait pu préjudicier d'une manière indécidable à son crédit pour toutes autres demandes de soumissions à l'avenir, les institutions financières refusant peut-être de soumissionner à des émissions futures, d'où résulterait pour la province une perte matérielle considérable et un discrédit irréparable, sans parler de la juste et équitable réprobation d'une telle manière d'agir avec des soumissionnaires.

Ainsi donc, le gouvernement a négocié la vente du \$1,000,000.00 susdit

avec la Montreal City and District Savings Bank, Montréal, à 98.53, aux conditions que ces obligations seraient gardées comme placements durant tout le terme pour lequel elles avaient été émises, et qu'elles ne seraient pas mises sur le marché en concurrence avec la balance de l'émission de \$4,000,000.00, dont on avait l'intention de disposer par l'intermédiaire des agents du fisc de la province, et divers autres établissements de courtage, comme susdit, au pair avec intérêt accru, et d'obtenir pour la province 99.00 net.

J'ajouterai en terminant que cette Chambre et la province de Québec n'ont pas d'excuse à faire à personne, et nous pouvons lever la tête avec fierté, quand on parle de la cote de nos valeurs provinciales sur le marché mondial.

BONS CHEMINS

L'état suivant indique ce qui a été dépensé, jusqu'au 31 décembre 1920, en vertu de la loi des bons chemin de 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9, et 10 George V, chapitre 7, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu des emprunts faits en vertu de la dite loi; le montant avancé à même le revenu consolidé; le montant déterminé pour chaque municipalité et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs allocations auront été faits.

Paiements aux municipalités à date.....	\$ 16,255,216 68
Paiements sui chemins du gouvernement à date.....	7,511,225 35
	<hr/>
	\$ 23,766,442 03
Produit net des emprunts.....	5,850,805 32
	<hr/>
Excédent des paiements sur le produit des emprunts.....	17,915,636 71
	<hr/>
Montant réparti aux municipalités à date.....	17,310,563 53
Montant payé là-dessus.....	16,255,216 68
	<hr/>
Balance à payer à mesure que les travaux progresseront.....	\$ 1,055,346 85

L'état ci-dessus démontre que les paiements aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9, et 10 George V, chapitre 7, s'élèvent à \$23,766,442.03 sur le montant de \$20,000,000 autorisé par la Législature.

Les états que je viens de vous soumettre, vous ont convaincu sans doute, M. l'Orateur, ainsi que les honorables membres de cette Chambre, et je suis sûr qu'ils convaincront également la population de cette province, que Québec est prospère. Et l'on doit se demander comment nous en sommes venus à cette prospérité. Avec votre permission, je vais essayer de vous donner quelques unes des causes, qui, à mon avis, ont rendu la situation économique de Québec aussi solide et aussi saine que nous la trouvons aujourd'hui.

La première raison, qui est aussi la plus importante, se trouve dans le caractère et les qualités de la population, qui, grâce à son profond amour de la patrie, son attachement au foyer, et ses éminentes qualités de frugalité, d'ingéniosité et de fermeté de caractère, a su attirer sur elle-même et sur la province toute entière, l'estime de tout le continent Nord Américain.

En second lieu, je crois bien que l'administration de la province y est aussi pour quelque chose, le peuple envoyant à cette assemblée de vrais représentants de son idéal, qui ont toujours donné un appui unanime à Sir Lomer Gouin, et à son gouvernement depuis 1905. Je crois qu'il me sera permis de parler de ce qui a été accompli durant l'administration de Sir Lomer Gouin, que l'on exalte aujourd'hui de l'Atlantique au Pacifique comme un exemple d'administration efficace, saine et progressive. Sir Lomer Gouin a toujours recherché l'économie, sans toutefois laisser souffrir les grands services publics. L'équilibre a été maintenu entre les recettes et les dépenses; durant son administration nous n'avons pas connu de déficit, et un surplus global de \$10,298,162.77 a été accumulé et dépensé tout entier pour l'éducation, la voirie, l'agriculture, la colonisation et les autres grands services publics.

Les octrois à l'éducation ont été augmentés de \$534,460.00 par année à \$1,673,561.00 par année, et durant les quinze années de son administration il a été dépensé \$17,573,269.00 pour ce service.

On a inauguré une politique de bons chemins, à l'aide de laquelle plusieurs routes nationales, plusieurs chemins régionaux et municipaux ont été construits, au point qu'aujourd'hui nous avons plus de 3,400 milles de chemin macadamisés et gravelés à la moderne dans toute la province. Ces travaux ont coûté environ \$25,153,108.00.

Les octrois à l'agriculture ont été augmentés de \$218,600.00 à \$887,400.00 par année, soit un total de \$7,653,773.00.

Une forte impulsion a été donnée à la colonisation, le crédit annuellement affecté à ce service ayant été augmenté de \$136,500.00 à \$709,000.00, et la Législature a été autorisée à emprunter \$5,000,000.00 pour les fins de la colonisation.

De plus en 1907, après maintes négociations, Sir Lomer a réussi à faire augmenter le subside fédéral de quatre-vingts cents per capita sur la population de 1861, à quatre-vingts cents per capita sur la population telle que reconnue par chaque recensement décennal.

En 1905, la province de Québec avait une superficie de 351,873 milles carrés. Aujourd'hui elle a une étendue de 703,653 milles carrés, ce qui est dû à la persévérance de Sir Lomer Gouin pour faire amender l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, et annexer à Québec tout le territoire de l'Ungava.

Une mesure très importante qui a été adoptée, dont l'avantage sera considérable et durable, particulièrement au point de vue matériel et industriel, a été la loi prohibant l'exportation du bois de pulpe à l'état non manufacturé. Cette loi a eu l'excellent effet de faire établir, dans toute la province, plusieurs pulperies et fabriques de papier prospères, de sorte que nous produisons actuellement plus de cinquante pour cent de la pulpe mécanique, et quarante pour cent du papier fabriqué au Canada, et notre province est considérée comme l'un des principaux centres d'activité pour la fabrication de la pulpe et du papier dans le monde entier.

De grands progrès ont été faits dans le développement de nos forces hydrauliques et aujourd'hui, la force électrique se distribue sur toute l'étendue, en longueur et en largeur, de la province de Québec. Un grand réservoir a été construit à La Loutre, sur la rivière St-Maurice, pour retenir les eaux du versant septentrional. Un lac d'environ trois cents milles carrés a été ainsi formé, emma-

gasinant cent soixante billions de pieds cubés d'eau, ou deux fois la capacité de l'écluse d'Assouan, en Egypte. Comme résultat de cette entreprise, 1,000,000 de forces permanentes ont été développées dans cette rivière et les chutes déjà développées ont doublé leurs capacités.

Un barrage a aussi été construit dans la rivière St-François, ce qui a pratiquement doublé les forces déjà harnachées de cette rivière.

Le gouvernement a aussi songé pendant quelque temps au développement de la rivière Ste-Anne de Beaupré, la rivière Chaudière, la rivière Harricana, la rivière Bell, et la rivière Jacques-Cartier, ainsi que les lacs Kénogami et St-Jean. Le coût de ces travaux est payé au moyen de charges imposées à ceux qui utilisent cette force, et un surplus appréciable obtenu en sus du coût d'entretien et du fonds d'amortissement, chaque année, tombe dans le trésor de la province.

Vous en conviendrez, j'en suis sûr, ce résumé des principaux bienfaits que nous tenons de l'administration de Sir Lomer Gouin assurent à ce dernier une bonne partie de l'honneur qui nous revient du haut prestige de la province de Québec.

J'ai déjà parlé du grand développement industriel du district de St-Maurice, du progrès de Trois-Rivières, et de l'apparition de plusieurs villes dans ce voisinage. Je pourrais aussi signaler un semblable développement à Sherbrooke, Drummondville, Magog, et autres endroits du midi de la province, ou encore du développement de Chicoutimi, Port Alfred, Chandler, Kipawa, de fait l'immense développement industriel qui s'opère sur toute l'étendue de la province.

Je puis ajouter que non-seulement la province est à la tête de la grande industrie de la pulpe, mais encore est, de toutes les provinces, celle où il se fabrique et construit plus de chaussures, vêtements, cotonades, ponts métalliques, matériel de chemin de fer, tabac, cigares et sucre raffiné.

En d'autres termes, Québec est non-seulement une province agricole, mais une province industrielle florissante et elle est au premier rang des provinces manufacturières.

Cela est dû, je crois, en partie au fait que dans la province de Québec le capital est en sûreté. Le capital est considéré comme un droit acquis, cela est maintenant reconnu non-seulement ici, mais dans tout le reste du Canada, aux Etats-Unis et même en Europe; ce qui veut dire que le capital est venu et continuera de venir chercher ici des placements; le capitaliste en quête de placement sachant bien qu'ici, ses capitaux sont en sûreté et que ses droits seront protégés. En outre, le fabricant et le capitaliste savent que les conditions ouvrières sont meilleures ici, probablement, que n'importe où ailleurs en Amérique. Il y a moins de radicalisme, moins de socialisme, aucun bolchévisme, plus de contentement, plus de satisfaction et par suite de meilleures relations entre patrons et employés. Le capitaliste et l'ouvrier savent que le brave agriculteur de Québec a placé son dévolu dans le sol de la terre natale, qu'il porte intérêt au progrès des industries, au contentement des classes ouvrières, chez qui il trouve marché pour ses produits et qui constituent les deux autres éléments importants de la grande société composée du capitaliste, de l'ouvrier, et de l'agriculteur.

La prospérité du manufacturier, le succès de l'industriel, le contentement, la satisfaction de l'artisan, et l'état actuel de l'agriculteur, tout cela s'est opéré sous une administration libérale, et je dirai au peuple de la province, capitalistes, artisans, agriculteurs et à tous, qu'ils n'ont rien à craindre parce que le programme et les principes du libéralisme se réclament de la coopération du progrès et de la prospérité.

M. l'Orateur, vous trouverez dans ce qui précède, quelques-unes des raisons pour lesquelles la province de Québec est prospère, et en comptant sur les qualités inhérentes de sa population, de même que sur les vastes ressources que recèlent son sol, ses champs, ses cours d'eau et ses forêts, j'ai toute confiance en son avenir. Conservons, en faisant face à cet avenir, le même espoir et la même détermination qui nous ont soutenus dans le passé. On ne saurait être qu'optimiste; rien ne peut trahir nos espérances, si nos esprits et nos cœurs restent droits et si nos aspirations s'élèvent. Nous avons les mêmes ressources. Nous avons le même peuple. Nous avons les mêmes représentants. Il est vrai que nous avons un chef nouveau. Un chef dont le passé est une garantie de son avenir, dont le caractère, l'intégrité, l'habileté administrative, et dont le commandement durant les quelques mois qu'il a été à la tête du parti libéral de cette province, comme chef du gouvernement actuel, lui ont déjà fait une position qui le rend digne d'être comparé aux plus grands chefs de notre libéralisme dans le passé. Tous et chacun, prenons dès maintenant la résolution de seconder l'énergie infatigable qu'il déploie en vue du bien-être et de la prospérité future de notre province. Que notre devise soit: "Progrès, prospérité, bonheur. Québec plus grand! Canada plus grand!"

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre siège en comité des subsides.

ETAT No 1

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale
finissant le 30 juin 1920 étaient:—

Revenu ordinaire.....	\$ 10,449,393 34
Dépense ordinaire.....	10,399,345 69
Surplus en prévision.....	\$ 50,047 65

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30
juin dernier ont été comme suit:—

Revenu ordinaire.....	\$ 14,472,650 87
Dépense ordinaire.....	13,520,740 37
Surplus.....	\$ 951,910 50

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant
le 30 juin 1920 étaient:—

Revenu ordinaire.....	\$ 10,449,393 34
Dépense ordinaire.....	10,399,345 69
Surplus prévu.....	\$ 50,047 65

Les prévisions du revenu ordinaire étaient..... \$ 10,449,393 34
Le revenu ordinaire a été réellement de..... 14,472,650 87

Audessus des prévisions..... \$ 4,023,257 53

Les prévisions de la dépense ordinaire étaient..... \$ 10,399,345 69
Les dépenses ordinaires réelles ont été de..... 13,520,740 37

Au-dessus des prévisions..... \$ 3,121,394 68

ETAT No 2

COMPARAISON AVEC LES PREVISIONS

Revenu ordinaire 1919-1920

Dans les services suivants le revenu a excédé les prévisions, des sommes suivantes:—

Puissance du Canada, intérêt sur fonds en fidéicommiss.....\$	81 99
Terres et Forêts.....	647,587 02
Mines, pêche et chasse.....	181,852 14
Intérêt sur dépôts et placements.....	36,124 86
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, ch. 2, section 5.....	124 53
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins...	40,620 58
Timbres judiciaires.....	38,318 30
Fonds des bâties et des jurés.....	77,748 30
Entretien des prisonniers.....	135 20
Palais de justice, Montréal, à l'exclusion des timbres.....	2,500 00
Honoraires du grand constable, Québec.....	1,417 92
Loi des distributeurs automatiques.....	1,331 15
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	1,114 54
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registra-teurs salariés).....	74,006 40
Licences.....	1,254,079 42
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	281,759 12
Droits sur les successions.....	486,930 71
Taxes sur transferts d'actions, bons, etc.....	82,583 90
Loi des véhicules moteurs.....	480,725 77
Loi des ingénieurs de machines fixes, Québec,—honoraires.....	1,483 00
Inspections des hôtels, et maisons de pensions—honoraires.....	344 00
Loi des détectives privés—revenu.....	94 00
Taxe en vertu de 3 Geo. V, ch. 38.....	3,730 93
Percentage sur honoraires des officiers publics.....	17,222 98
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	20,707 80
Législation.....	12,582 38
Revenu casuel.....	249,873 82
Contributions au fonds de pensions, service civil.....	906 44
Prime, escompte et change.....	131,354 53
Loi des assurances, revenu.....	19,157 00
Loi des compagnies de fidéicommiss—revenu.....	786 70
Loyer des édifices publics.....	3,430 60
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Ed. VII, ch. 2	143 00
Contributions par les municipalités pour dépenses de la Com-mission technique, et directeur du logement.....	1,500 00
A reporter.....\$	4,152,359 03

Reporté.....\$ 4,152,359 03

Le revenu provenant des services suivants a été
moindre que les prévisions comme suit:—

Timbres judiciaires.....\$	8,874 39	
Jeunes délinquants.....	3,250 00	
Percentage sur renouvellements d'hypothèques..	26 26	
Entretien des aliénés.....\$	65,661 13	
Gazette officielle.....	3,550 52	
Taxe sur subventions de chemins de fer.....	23,869 10	
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, sec. 20.....	18,745 10	
Contributions des fabriques de beurre et de fro- mage, en vertu de 5 Geo. V, ch. 31.....	5,125 00	
	<hr/>	\$ 129,101 50

Le revenu réel a excédé les prévisions de\$ 4,023,257.53

ETAT No 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour certains services s'élève à\$ 3,121,394 68

Voici le détail des items:

Dette publique:

Excédent de dépenses:		
Intérêt sur dette non consolidée.....	\$	56,852 83
Fonds d'amortissement.....		908 31
Frais d'administration.....		18,192 15
Prime, escompte et change.....		10,784 52
	\$	86,737 81
Non dépensé:		
Intérêt sur dette consolidée.....		1,449 36
	\$	85,288 45

Législation:

Excédent de dépenses:		
Conseil législatif:		
Indemnités des conseillers.....	\$	12,000 00
Traitements, dépenses contingentes, etc...		1,526 10
Assemblée législative:		
Indemnités des députés.....		40,500 00
Traitements, dépenses contingentes, etc...		25,901 78
Impressions et reliure pour les deux chambres de la Législature.....		25,000 00
Bibliothèque de la Législature.....		2,000 00
Dépenses contingentes des élections.....		6,175 97
Impression, reliure et distribution des statuts..		20,027 49
Indemnité aux reviseurs et autres dépenses.....		565 22
Officiers spéciaux pour la préparation des listes électorales dans les cités de Montréal et de Québec.....		1,957 75
	\$	135,654 31
Non dépensé:		
Dépenses d'élections, S. R. Q., art. 430.....		704 30
	\$	134,950 01

Gouvernement civil:

Excédent de dépenses:		
Augmentation des traitements.....	\$	55,884 42
Dépenses contingentes.....		37,438 00
	\$	93,322 42

Administration de la justice:

Excédent de dépenses:

Traitements des shérifs: anciens districts.....\$	145 27
Protonotaires, greffiers de la Cour de Circuit, de la Couronne et de la Paix et de la Cour d'Appel:	
Traitements.....	2,136 76
Dépenses contingentes.....	7,969 30
Fonds des bâties et des jurés.....	6,994 89
Poursuites au criminel.....	8,707 74
Dépenses contingentes des shérifs.....	126,277 29
Services des détectives provinciaux.....	3,354 22
Traitements des coroners.....	1,038 34
Magistrats de districts, dépenses de voyage, etc.	4,227 24
Divers.....	1,323 57
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa.	4,922 59
	<u>\$ 167,097 21</u>

Non dépensé:

Honoraires et déboursés des coroners.....\$	3,327 01	
Traitements des greffiers de la Couronne et de la Paix, nouveaux districts.....	310 00	
Médecins des prisons.....	990 00	
	<u>\$</u>	4,627 01
		<u>\$ 162,470 20</u>

Juges de la Cour des Sessions de la Paix, etc.

Excédent de dépenses.....	\$4,636 79
---------------------------	------------

Inspection des bureaux publics:

Excédent de dépenses.....	\$2,000 00
---------------------------	------------

Instruction publique:

Excédent de dépenses:

Ecole Technique de Montréal.....\$	20,000 00
Ecole Technique de Québec.....	10,000 00
Directeur de l'enseignement technique.....	1,631 60
Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.....	15,000 00
Conseil de l'Instruction publique.....	713 81
Académie de Musique de Québec.....	1,133 92
Rapport du surintendant.....	1,061 11
Conseil des Arts et Manufactures.....	3,350 00
Bureau des statistiques, Québec.....	2,982 65
	<u>\$ 55,873 09</u>

Non dépensé:

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal...\$	374 99	
Monument National, Montréal....	2,000 00	
Archives canadiennes, reliure et renouvellement.....	2 23	
	<u>\$</u>	2,377 22
		<u>\$ 53,495 87</u>

Asiles d'aliénés:

Excédent de dépenses.....\$ 118,321 02

Ecoles de réforme et d'industrie:

Excédent de dépenses.....\$ 26,500 00

Mines, Chasse et Pêche, Service d'Enregistrement (Cadastré):

Excédent de dépenses:

Chasse et pêche.....	\$	3,500 00	
Service d'enregistrement (Cadastré).....		7,000 00	
Commission sur perception de la royauté et permis de chasse et pêche.....		3,000 00	
	\$	13,500 00	
Non dépensé:			
Compte en suspens.....	\$	2,353 72	
			\$ 11,146 28

Colonisation:

Excédent de dépenses:

Chemins de colonisation.....\$ 250,000 00

Hygiène:

Excédent de dépenses:

Bureau d'hygiène de la province de Québec.....	\$	32,500 00,	
Protection du public contre les maladies véné- riennes.....		23,694 40	
	\$		56,194 40

Travaux publics (ordinaires):

Excédent de dépenses:

Entretien, etc., des édifices publics en général..	\$	190,307 50
Ponts et barrières de péage.....		25,051 94
Abolition des ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières.....		5,736 00
Réparation des palais de justice et prisons.....		5,000 00
Protection des édifices publics contre l'incendie.		2,035 30
A reporter.....	\$	228,130 74

Reporté.....\$ 228,130 74

Non dépensé:

Assurances des édifices publics en général.....\$	17 91	
Prix de l'eau dans les édifices publics en général, cité de Québec	17 98	
Entretien des bureaux du gouvernement, Montréal.....	6,332 86	
Commission pour la prévention des incendies dans la province....	18,399 27	
Loi des mécaniciens stationnaires de Québec.....	479 24	
	<u>\$</u>	25,247 26
		<u>\$ 202,883 48</u>

Travail:

Excédent de dépenses:

Edifices publics et loi des établissements industriels.....\$ 4,252 20

Agriculture:

Excédent de dépenses:

Sociétés d'agriculture.....\$	160,000 00	
Cercles agricoles, etc.....	99,000 00	
Ecoles d'agriculture.....	3,000 00	
Enseignement vétérinaire.....	1,200 00	
Ecole de Laiterie, St-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	8,200 00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	15,000 00	
Horticulture.....	20,000 00	
Laboratoire officiel de la province de Québec...	3,000 00	
Aviculture.....	19,000 00	
Ecoles ménagères.....	3,000 00	
	<u>\$331,400 00</u>	
Non dépensé:		
Société d'agriculture et d'horticulture de Montréal.....	500 00	
	<u>\$</u>	330,900 00

Voirie:

Excédent de dépenses:

Amélioration et entretien des chemins.....\$	850,631 52	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec....	8,985 07	
Chemins à barrières de la rive sud, Québec.....	1,250 00	
	<u>\$</u>	860,866 59

Terres et Forêts:

Excédent de dépenses:		
Dépenses en général.....	\$	5,000 00
Compte en suspens.....		2,000 00
Protection des forêts.....		45,000 00
Arpentages.....		80,000 00
Service forestier et inspection des terres.....		65,000 00
Pépinière de Berthierville (entretien).....		1,000 00
	\$	198,000 00

Charges sur le revenu:

Excédent de dépenses:		
Perception de licences, etc.....		106,039 26
Registrateurs, traitements et dépenses contin- gentes.....		8,537 31
Loi des véhicules moteurs.....		105,309 33
	\$	219,885 90
Non dépensé:		
Timbres, licences, etc.....	\$	2,111 98
Registres pour bureaux d'enregis- trement.....		1,937 85
Gazette officielle de Québec.....		1,170 91
	\$	5,220 74
	\$	214,665 16

Services divers:

Excédent de dépenses:		
Divers en général.....	\$	43,217 25
Service civil, pensions.....		2,933 62
Commission des services d'utilités publiques...		4,203 32
Agent général de la province, dans le Royaume- Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande...		1,500 00
Agent général pour la province en Belgique.....		2,517 12
Commission du régime des eaux de Québec.....		49,348 80
Bureau de censure des vues animées.....		5,180 98
Octroi à la Goutte de lait, Québec.....		2,000 00
Octroi à la Goutte de lait, Montréal.....		2,500 00
Bonus aux employés.....		139,501 99
Loi du référendum (1919).....		916 80
Réception à son Altesse le prince de Galles.....		6,304 18
Dépenses re loi relative à la construction de loge- ments d'ouvriers.....		9,467 00
Commission pour la refonte des statuts.....		17,686 60
Aide aux incendiés de St-Raphael, comté de Bellechasse.....		10,000 00
Traitement du premier ministre et président du du Conseil Exécutif.....		3,178 15
Conférence de la Presse Impériale.....		10,000 00
Octroi à la "Girls' Cottage, industrial school," St-Lambert.....		2,280 00
Octroi au Collège Bishop, Lennoxville.....		5,000 00
Octroi à King's Hall, Compton.....		5,000 00
Octroi au Wesleyan College, Stanstead.....		5,000 00
A reporter.....	\$	327,735 81

Reporté.....\$ 327,735 81

Non dépensé:

Agent en France.....\$	3,000 00	
Fonds des municipalités.....	84 00	
Arbitrage en vertu de 54 Vict., ch. 4	3,000 00	
Tenure des Iles de la Madeleine..	150 00	
Subvention pour le traitement de la tuberculose.....	4,000 00	
Commission de placement des sol- dats.....	6,000 00	
	<hr/>	
	\$ 16,234 00	
	<hr/>	
	\$	311,501 81

ETAT No 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année:—

Augmentation du passif:

Emprunt temporaire.....	\$ 4,000,000 00
Emprunt en vertu de 6 Geo. V, ch. 2.....	1,500 00
Emprunt en vertu de 10 Geo. V, ch. 3.....	7,000,000 00
Emprunts de la Puissance du Canada, re logements ouvriers.....	85,000 00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette....	37,078 91

\$ 11,123,578 91

Diminution du passif:

Dette consolidée par rachat:

Obligations de l'emprunt en vertu de 5 Geo. V, chap. 2..... \$6,000,000 00

Mandats non payés, différence entre le montant au 3 juin 1919 et le montant au 30 juin 1920..... 322,328 16

Rachat des obligations du palais de justice de Québec..... 10,000 00

\$ 6,332,328 16

Augmentation nette du passif durant l'année 1919-1920..... \$ 4,791,250 75

Augmentation de l'actif:

Fonds d'amortissement:

Placé en actions enregistrées 4 ½% achetées durant l'année. \$ 80,913 90

Placé en actions inscrites 3% achetées durant l'année..... 65,125 67

Placé en débetures 4 ½% de la province de Québec, achetées durant l'année..... 39,996 10

Puissance du Canada: part de Québec dans le fonds des écoles communes..... 3,996 66

Fonds en banques, augmentation nette des dépôts..... 904,608 90

Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice..... 93,314 25

Endiguement des eaux de la rivière St-François..... 144,973 00

Endiguement des eaux des rivières Ste-Anne et Savanne..... 11,578 20

Sanatorium à Ste-Agathe des Monts..... 128,932 01

Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal..... 466,329 68

Pont sur la rivière Batiscan..... 27,766 44

Prêts aux municipalités re logements ouvriers..... 85,000 00

\$ 2,052,534 81

A reporter..... \$ 2,052,534 81 \$ 4,791,250 75

Reporté..... \$ 2,052,534 81 \$ 4,791,250 75

Diminution de l'actif:

Taxe du palais de justice de Québec, perçue....\$ 10,000 00

Augmentation nette de l'actif durant l'année 1919-1920.....\$ 2,042,534 81

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1919-1920. 2,748,715 94

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1919 était de.....\$ 33,035,290 55

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920 était de..... 35,784,006 49

Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1919-1920.\$ 2,748,715 94

ETATS FINANCIERS
1919-1920

ETAT COMPARATIF des recettes de la Province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920.

	1915-16 \$ cts.	1916-17 \$ cts.	1917-18 \$ cts.	1918-19 \$ cts.	1919-20 \$ cts.
Puissance du Canada.....	2,027,903 85	2,027,990 98	2,028,028 06	2,028,069 37	2,028,162 73
Terres et Forêts.....	1,807,259 01	1,753,624 00	1,610,109 71	2,510,141 02	3,033,587 02
Mines.....	22,718 73	31,037 84	129,500 34	278,660 23	379,063 91
Pêcheries et chasse.....	138,488 70	154,372 47	219,644 14	242,737 40	302,788 23
Timbres judiciaires.....	456,600 40	449,719 70	412,748 90	436,342 90	463,318 30
do d'enregistrement.....	190,507 38	184,537 03	164,682 00	164,976 49	254,006 40
Fonds de bâties et des jurés.....	79,631 93	91,002 62	15,898 23	111,860 76	112,748 30
Honoraires judiciaires.....	60,843 31	53,886 05	18,335 41	19,057 82	16,125 61
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers.....	19,867 43	15,005 66	9,469 20	18,506 30	10,135 20
Palais de justice de Montréal.....	14,864 22	19,435 73	6,513 68	5,000 00	7,500 00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	21 00	.....	.....	.....	.....
Honoraires du grand connétable, Québec.....	2,832 67	2,363 78	1,384 79	3,403 05	2,917 92
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa.....	622 57	155 07	220 56	40 38	.....
Jeunes délinquants.....	6,500 00	3,250 00	6,500 00	6,500 00	3,250 00
Amendes, justice.....	400 00	.....	739 39	.....	.....
Licences.....	1,047,768 20	1,326,093 34	1,375,939 31	1,356,104 67	1,554,079 42
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	1,034,564 33	1,101,670 61	1,289,038 85	1,529,630 50	1,581,759 12
Droits sur successions.....	1,375,803 72	1,741,262 84	4,736,547 84	1,459,015 02	1,786,930 71
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....	75,185 14	77,453 26	27,250 14	61,344 32	132,583 90
Loi des automobiles.....	247,081 67	494,862 81	662,919 16	898,055 94	1,180,725 77
Loi des distributeurs automatiques.....	7,570 42	8,566 32	6,740 82	5,240 05	6,331 15
Inspections des hôtels et des maisons de pension—Honoraires.....	497 00	1,233 00	.....	640 00	1,544 00
Loi des mécaniciens de machines fixes—Honoraires.....	1,662 00	5,798 04	3,250 00	5,660 75	4,483 00
Loi concernant les détectives particuliers—Revenu.....	1,064 00	1,268 00	1,767 00	1,754 00	1,594 00
Taxe en vertu de 3 Geo. V., chap. 38.....	53,341 17	21,140 37	18,025 18	25,196 57	21,730 93
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	28,816 04	28,764 62	25,543 39	24,731 35	42,222 98
do sur renouvellement d'hypothèques.....	49 62	63 85	71 63	21 37	23 74
Législation.....	31,470 68	27,512 19	28,708 90	25,021 27	34,082 38
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	219,651 10	142,350 64	219,908 34	537,663 54	263,303 28
do patients payants.....	10,294 73	6,587 57	7,579 97	29,507 05	61,035 59
Ecoles d'industrie et de réforme.....	60,990 14	40,003 68	46,283 22	97,720 61	125,707 80
Gazette officielle de Québec.....	51,311 03	45,000 00	36,544 46	41,050 77	35,849 48
Revenu casuel.....	103,606 69	70,933 51	108,398 77	188,503 86	309,873 82
Service civil, contributions pour pensions.....	23,861 07	24,765 43	25,107 84	26,851 01	25,906 44
Revenu en vertu de la loi des assurances.....	23,846 93	43,234 86	47,765 45	53,340 35	68,657 00
Compagnies de fidéicommis—Loi (Revenu).....	4,686 58	4,200 00	4,802 09	7,025 33	5,186 70
Travaux et édifices publics, loyers, etc.....	2,774 10	2,539 68	839 60	1,762 60	5,193 20
Intérêts sur dépôts et placements.....	107,843 92	84,645 97	142,497 19	102,329 83	108,124 86
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bonshemins Prime, escompte et change.....	137,402 46	161,517 96	192,968 72	205,801 58	265,620 58
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., ch. 2, sec. 5.....	40,593 55	36,814 59	28,846 94	28,260 61	139,354 53
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer.....	28,015 42	34,125 24	36,778 83	38,919 17	38,124 53
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 Geo. V., chap. 12.....	40,321 26	44,165 87	47,766 58	36,588 72	16,130 90
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, s. 20.....	13,685 40	13,685 40	.....	.....	.....
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Ed. VII, chap. 2.....	10,747 68	24,692 68	31,412 10	9,900 24	6,254 90
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 Geo. V., chap. 31.....	464 67	258 57	143 00	143 00	143 00
Contributions des municipalités en vertu de 7 Geo. V, chap. 10, sec. 2.....	29,950 85	35,521 88	23,880 00	34,647 27	24,875 00
Contributions par municipalités en vertu de 8 Geo. V, chap. 11, sec. 13.....	.....	.....	416 24	3,624 96	6,114 54
Fonds d'emprunt municipal.....	.....	.....	875 00	1,000 00	.....
Contributions des municipalités re dépenses de la Commission Technique et du Directeur des logements.....	.....	.....	.....	.....	1,500 00
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 Geo. V, chap. 6, sec. 8 (à compte).....	9,647,982 77	10,441,113 71	13,806,390 97	12,666,352 03	14,472,650 87
Terrains de l'exposition de Montréal, comptes des ventes.....	44,278 38	46,270 91	45,567 12	.....	.....
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Vic., ch. 4, sec 1, par. c.....	427 23	440 11	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière St-François.....	.....	15,002 57	.....	.....	.....
Nouvelle prison du district de Montréal.....	.....	15,702 65	2,270 00	400 00	27 00
Propriété rue St-Gabriel, Montréal, No. 76, à compte de vente.....	1,000 00	1,000 00	12,500 00	.....	.....
Fonds en fidéicommis.....	185,873 09	494,441 39	487,990 24	441,946 43	445,983 47
Placement du fonds du revenu consolidé.....	9,879,561 47	11,013,971 34	14,362,718 33	13,108,698 46	14,918,661 34
Transféré des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., chap. 2, sec. 5.....	.....	.....	545,738 35	.....	.....
Emprunts du Dominion du Canada pour logements ouvriers.....	.....	497,133 48	421,028 35	.....	85,000 00
Emprunts temporaires.....	.....	.....	.....	1,000,000 00	5,000,000 00
Emprunts en vertu de 5 Geo. V, chap. 2.....	3,968,000 00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 3 Geo. V, chap. 6 (Emmagasinement des eaux du St-Maurice, à compte).....	.....	1,148,000 00	513,000 00	.....	.....
Emprunt en vertu de 6 Geo. V, chap. 2 (Obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), à compte.....	.....	121,000 00	4,100 00	3,400 00	1,500 00
Emprunt en vertu de 8 Geo. V, chap. 7, (Obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec).....	.....	.....	.....	41,300 00	.....
Emprunt en vertu de 10 Geo. V, chap. 3.....	.....	.....	.....	.....	6,524,700 00
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	2,612,159 80	2,565,941 41	938,764 64	999,484 94	879,233 34
	16,459,721 27	15,346,046 23	16,239,611 32	15,698,621 75	27,409,094 68

ETAT COMPARATIF des paiements de la Province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920.

	1915-16	1916 17	1917-18	1918-19	1919-20
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Dette publique.....	1,708,379 88	1,956,056 17	1,983,990 44	2,031,944 17	2,029,721 39
Législation.....	494,832 35	458,142 88	444,769 43	520,479 50	562,986 01
Gouvernement civil.....	649,155 98	671,915 59	705,400 42	725,931 86	809,097 42
Administration de la justice.....	1,157,907 36	1,165,703 38	1,275,291 81	1,266,270 23	1,365,900 74
Ecoles d'industrie et de réforme.....	145,000 00	184,936 37	185,000 00	243,665 37	226,500 00
Instruction publique (y compris les écoles du soir).....	1,545,079 48	1,578,361 36	1,581,454 80	1,595,969 80	1,673,561 87
Agriculture.....	470,861 93	502,700 00	724,244 64	664,800 00	887,400 00
Voirie.....	349,000 00	391,147 12	622,858 86	782,338 93	1,336,366 59
Colonisation.....	209,000 00	259,600 00	317,048 45	539,935 32	709,000 00
Immigration.....	17,500 00	20,618 50	20,212 66	29,999 50	30,000 00
Hygiène.....	38,500 00	38,500 00	58,500 00	71,682 48	119,694 40
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires.....	740,789 50	756,775 92	808,905 28	729,163 73	758,205 48
Extraordinaires.....	158,000 00	60,500 00	248,334 96	98,455 70	.....
Travail.....	37,061 07	38,748 60	39,992 51	38,630 28	48,852 20
Asiles des aliénés.....	633,625 00	666,297 60	1,017,055 55	1,014,284 31	1,017,946 02
Institutions de bienfaisance.....	69,885 00	72,385 00	72,445 00	72,945 00	73,745 00
Terres et forêts.....	370,500 00	361,150 00	411,163 39	418,050 00	566,000 00
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre).....	99,032 85	107,560 10	122,436 40	152,579 53	156,646 28
Charges sur le revenu.....	308,895 48	346,822 11	620,235 60	714,131 03	618,665 16
Services divers.....	233,634 60	269,752 40	412,492 49	659,874 27	530,451 81
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Ed. VII, chap. 2.....	47 60	.....	.....	.....	.....
Donné pendant la guerre.....	9,436,688 08	9,907,673 10	11,671,832 69	12,371,131 01	13,520,740 37
Nouvelle prison, district de Montréal.....	23,546 58	375,000 00	625,000 00	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	22,618 54	54,892 28	52,144 28	580,935 72	93,314 25
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	126,384 57	207,497 35	84,511 27	47,819 28	145,000 00
Terrains de l'exposition, Montréal, produit de la vente.....	.....	15,002 57	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Ste-Anne et Savane.....	.....	.....	.....	50,000 00	11,578 20
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, Obligations.....	.....	.....	.....	21 80	.....
Sanatorium de Ste-Agathe des Monts.....	.....	.....	.....	.....	128,932 01
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal.....	.....	.....	.....	.....	466,329 68
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan.....	.....	.....	.....	.....	27,766 44
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 Geo. V, chap. 6, sec. 8.....	147,000 00	.....	.....	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912.....	3,635,124 70	1,646,177 41	1,110,911 44	1,486,808 64	3,413,108 77
Fonds en fidéicommiss.....	315,965 05	375,037 53	407,171 01	412,811 98	408,904 56
Subventions aux chemins de fer et ch. de fer Q. M. O. & O.....	13,707,327 52	12,581,280 24	13,951,570 69	14,949,528 43	18,215,674 28
.....	750 00	750 00	750 00	750 00	750 00
Placement du fonds du revenu consolidé.....	13,708,077 52	12,582,030 24	13,952,320 69	14,950,278 43	18,216,424 28
Remboursement d'emprunts temporaires.....	.....	.....	545,738 35	.....	1,000,000 00
Rachat de la dette publique: remboursement de l'emprunt en vertu de 5 Geo. V, chap. 2.....	.....	.....	.....	.....	6,000,000 00
Prêts aux municipalités re logements ouvriers.....	.....	.....	.....	.....	85,000 00
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., chap. 2, sec. 5.....	.....	497,133 48	421,028 35	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière St-Maurice.....	.....	1,148,000 00	513,000 00	.....	.....
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de dében- tures.....	.....	121,000 00	4,100 00	3,400 00	1,500 00
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, échange de dében- tures.....	.....	.....	.....	41,300 00	.....
Ajoutez: Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année.....	13,708,077 52	14,348,163 72	15,436,187 39	14,994,978 43	25,302,924 28
.....	800,276 05	614,573 71	555,455 84	751,516 85	927,106 87
Deduez: Mandats impayés à la fin de chaque année.....	14,508,353 57	14,962,737 43	15,991,643 23	15,746,495 28	26,230,031 15
.....	614,573 71	555,455 84	751,516 85	927,106 87	604,778 71
	13,893,779 86	14,407,281 59	15,240,126 38	14,819,388 41	25,625,252 44

RECETTES PROBABLES, 1921-1922

PUISSANCE DU CANADA:

Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	\$1,602,169 60
Allocation spéciale en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907....	240,000 00

	1,842,169 60
Subside spécial en vertu de 47 Vict., chap. 4, Loi du Canada..	127,460 68

	1,969,630 28
Intérêt sur fonds en fidéicommis.....	58,650 30

\$2,028,280 58

INTERET:

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 V, c. 2, sec 5	38,000 00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	150,000 00
Intérêts des municipalités en vertu de la loi sur les bons chemins.....	400,000 00

588,000 00

TERRES ET FORETS.....	3,000,000 00
-----------------------	--------------

MINES.....	350,000 00
------------	------------

PECHERIES ET CHASSE.....	250,000 00
--------------------------	------------

600,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:

Timbres judiciaires.....	\$430,000 00
Honoraires judiciaires.....	30,000 00
Fonds des bâties et des jurés.....	45,000 00
Entretien des prisonniers.....	10,000 00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000 00
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	10,000 00
Honoraires du grand connétable, Québec.....	1,500 00
Jeunes délinquants.....	6,500 00

537,000 00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)...	200,000 00
---	------------

Licences.....	1,200,000 00
---------------	--------------

Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	1,200,000 00
---	--------------

Droits sur les successions.....	1,500,000 00
---------------------------------	--------------

Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....	75,000 00
--	-----------

Loi concernant les véhicules-moteurs.....	1,050,000 00
---	--------------

Loi des distributeurs automatiques.....	5,000 00
---	----------

Inspection des hôtels et des maisons de pension—Honoraires.....	1,500 00
---	----------

Loi des mécaniciens de machines fixes—Honoraires.....	5,000 00
---	----------

Loi concernant les détectives particuliers—Revenu.....	1,500 00
--	----------

Taxe en vertu de 3 Geo. V, chap. 38.....	18,000 00
--	-----------

Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	25,000 00
---	-----------

do renouvellement d'hypothèques.....	50 00
--------------------------------------	-------

Entretien des aliénés.....	450,000 00
----------------------------	------------

do pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	120,000 00
--	------------

Législation.....	21,300 00
------------------	-----------

Gazette officielle.....	40,000 00
-------------------------	-----------

Loyers d'édifices publics.....	1,762 60
--------------------------------	----------

Revenu casuel.....	150,000 00
--------------------	------------

Loi des assurances, revenu.....	68,350 00
---------------------------------	-----------

Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.....	5,000 00
--	----------

Contributions aux pensions, service civil.....	27,000 00
--	-----------

Prime, escompte et change.....	20,000 00
--------------------------------	-----------

Taxes sur les subventions de chemin de fer.....	15,000 00
---	-----------

Contributions par les établissements d'industrie laitière.....	28,000 00
--	-----------

Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, sec. 20..	25,000 00
---	-----------

Contributions des municipalités en vertu de 7 Geo. V, chap. 10, sec. 2.....	5,000 00
---	----------

13,010,743 18

DEPENSES PROBABLES, 1921-22

Dette publique.....	\$2,587,151 03
Législation.....	495,880 00
Gouvernement civil.....	845,850 00
Administration de la justice, etc.....	1,317,773 75
Instruction publique, etc.....	1,645,822 40
Asiles d'aliénés.....	936,625 00
Ecoles d'industrie et de réforme.....	245,000 00
Hygiène.....	165,888 80
Travaux publics, (Ordinaires).....	670,776 95
Travail.....	61,600 00
Agriculture.....	882,000 00
Voirie.....	831,500 00
Terres et forêts.....	441,000 00
Colonisation, mines et pêcheries.....	683,500 00
Institutions de bienfaisance.....	78,770 00
Charges sur le revenu.....	616,200 00
Services divers.....	301,450 00
	<hr/>
	\$ 12,806,787 93
Subventions de chemins de fer.....	7,633 38
	<hr/>
	\$ 12,814,421 31

Passif Direct et actif disponible de la Province de Québec, au 30 juin 1920.

PASSIF			
Dette consolidée telle qu'avant la conversion.....	\$ 38,964,586	72	
Augmentation du capital par la conversion.....	1,743,526	83	
			40,708,113 55
Emprunt temporaire.....			5,000,000 00
Puissance du Canada—Balance du compte au 31 déc. 1902.....			1,473,609 63
do Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q.M.O. & O.....			25,000 00
Prêts de la Puissance du Canada re logements ouvriers.....			85,000 00
Dépôts en fidéicommiss.....			778,661 33
Mandats non payés.....			604,778 71
Obligations du palais de justice, Québec.....			21,600 00
Obligations du palais de justice, Sherbrooke.....			60,000 00
ACTIF			
Fonds d'amortissement:—			\$ 48,756,763 22
Balance du prix du ch. de fer Q.M.O. & O.:			
Déposé en banques.....	237,751	65	
Placé en obligations du palais de justice de Québec.....	21,600	00	
Placé en débetures de la province de Québec.....	80,000	00	
Placé en bons de l'emp. de la Victoire du Canada (1937).....	421,028	35	
	\$ 760,380	00	
Placé en rentes inscrites 3% de la province de Québec.....	785,023	44	
Placé en rentes enregistrées 4½% de la province de Québec.....	489,715	59	
Placé en débetures 4% de la prov. de Québec.....	11,248	42	
Placé en débetures 4½% de la province de Québec.....	96,827	15	
Placé en débetures 5% de la prov. de Québec.....	23,567	65	
Placé en bons des emp. de guerre du Canada.....	9,600	00	
	\$2,176,362	25	
Puis. du Canada: part de Québec dans le fonds des écol. com.....	1,173,006	03	
Argent en banques.....	1,783,842	24	
Coût de l'école Normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000	00	
Avances à diverses personnes.....	107,437	29	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,539,532	33	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	592,812	82	
Emmagasinement des eaux des rivières Ste Anne et Savane Sanatorium à Ste. Agathe des Monts: Extension. Avance autorisée par 9 Geo. V, chap. 4.....	128,932	01	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance autorisée par 10 Geo. V, chap. 4.....	466,329	68	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par 10 Geo. V, chap. 5.....	27,766	44	
Prêts aux municipalités re logements ouvriers.....	85,000	00	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Ed. VII, chap. 36.....	3,619,147	84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 Geo. V, chap. 8.....	85,611	25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2, George V, chap. 6.....	38,798	35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Vic., chap. 26, et 48 Vic., chap. 16.....	21,600	00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Ed. VII, chap. 6.....	\$ 18,224	15	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	41,775	85	60,000 00 12,972,756 73
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920.....	\$ 35,784,006	40	